

journalistes



Les drones sont désormais autorisés

Ils ne font pas nécessairement la joie des rédactions du pays. Survol de plusieurs d'entre elles. Photo Philippe Clément/Belpress.

Lire en page 8

Sommaire

Documents de presse

Commission d'agrégation:
juste une mise au point 2

AJP-AJPP

Invitation à deux
AG extraordinaires 6

Rencontre

Une web TV pour suivre
l'activité des parlements 6

Europe

Mogens Blicher rempile
à la présidence de la FEJ 7

Sondage

Journaliste politique, quel est ton pouvoir ?

Une enquête de l'Université d'Anvers a posé la question à plus de 250 journalistes. Ils croient à leur influence sur les débats, les carrières et l'agenda. Mais sans excès.

Ils s'appelaient Manu Ruys, Paul Goossens, Emile et Rik Van Cauwelaert ou Frans Verleyen. Editorialistes au *Standaard*, au *Morgen*, au *Volk* ou à *Knack*, leur plume pesait lourd lorsqu'ils disaient aux lecteurs et électeurs de Flandre ce qu'il fallait penser d'une réforme de l'Etat en préparation ou du dernier conflit communautaire. Benoit Lechat le rappelait dans une publication du centre d'étude Etopia : « *Les éditorialistes flamands ont joué un rôle important dans l'émergence du mouvement flamand, notamment en exerçant une pression plus ou moins soutenue*

sur les politiques tandis que les éditorialistes francophones amplifient parfois une forme d'incompréhension de l'opinion francophone à l'égard de l'évolution flamande ».

Cette époque-là – celle des rédacteurs éditorialistes nés avant 1950 – paraît bien révolue. Que reste-t-il aujourd'hui du pouvoir des journalistes politiques ? L'Université d'Anvers a cherché des réponses, en les sollicitant auprès des intéressés eux-mêmes. Elle l'avait déjà fait en 2006 mais du côté flamand uniquement. Cette fois, outre 168 néerlandophones, 85 francophones ont aussi participé à l'enquête en ligne menée fin 2015, et dont l'institution a livré récemment les résultats. On y découvre que le pouvoir politique des médias existe encore, et que le sentiment d'en détenir n'est pas le même au Nord et au Sud du pays...

J.-F.Dt

Suite et dossier en pages 4 et 5

Colloque

Ma petite entreprise...

De jeunes freelances se lancent avec inventivité dans le « journalisme entrepreneurial ». Sous des formes et avec des fortunes diverses.

Plusieurs initiatives novatrices sont en route : des journalistes indépendants s'organisent, se regroupent, et cherchent des fonds pour mener à bien leurs projets personnels qu'ils revendront ensuite à un média. Ces entrepreneurs sont d'ailleurs parfois soutenus par le Fonds pour le journalisme. Les écoles de journalisme s'inscrivent aussi dans cette évolution en proposant des cours liés à l'entrepreneuriat.

Le mouvement est en cours. A l'UCL, le 2 mai dernier, des chercheurs français ont décortiqué le statut d'auto-entrepreneur lancé en 2009. Un statut contesté par les syndicats parce qu'il introduit sur le marché une catégorie de travailleurs précarisée, loin du salariat traditionnellement lié à la fonction de journaliste en France.

En Belgique francophone, un journaliste sur quatre est freelance. Certains s'organisent en collectifs (comme « Canal ordinaire ») pour mieux répondre à la demande et pour unir leurs forces. La plateforme 'journalistefreelance.be' de l'AJP œuvre aussi à un rapprochement. D'autres journalistes indépendants préfèrent nouer des liens avec des spécialistes d'horizons divers (développeurs, cadres, graphistes...) pour balayer les frontières classiques du journalisme et inventer de nouveaux modes de consommation de l'information. Ils s'approprient les modèles en vogue sur le Net mais se prononcent peu sur le type de contenu à diffuser.

J.-P. B.

Suite en page 3

Les journalistes politiques évaluent le pouvoir des médias

L'enquête de l'Université d'Anvers auprès de 253 journalistes – dont un tiers de francophones – décrypte les relations entre mondes médiatique et politique telles que les journalistes les perçoivent. On y évoque les enjeux de pouvoirs, les modes de contacts et les influences supposées.

La conviction d'être influent, sans exagérer leur poids

L'intérêt, pour les chercheurs anversoïses, de sonder les journalistes politiques via une large enquête en ligne (lire page Une), reposait sur quelques convictions : les médias sont moins dépendants politiquement que jadis, ils suivent désormais leur propre logique (plaire au public) et cela a créé une tension entre les mondes médiatique et politique. En outre, les politiques ont besoin de la presse pour promouvoir leurs actions et leur image, mais ils estiment que cette presse a trop de pouvoir.

► **Les Flamands plus influents ?** Les journalistes politiques sont très peu nombreux (17% de francophones, 19% de Flamands) à se reconnaître un excès de pouvoir. En revanche, ils admettent volontiers que « les politicien(ne)s sont faits et défaits par les médias de masse ». Mais cette affirmation est aussi celle qui divise le plus, dans toute l'enquête, les collègues francophones (d'accord à 35%) et néerlandophones (d'accord à 71%) ! Ce sentiment, bien plus marqué côté flamand, d'avoir de l'influence politique sera confirmé dans d'autres réponses. Ainsi 91% au Nord contre 79% au Sud pensent que « l'attention médiatique a une influence sur la position d'un(e) homme/femme politique sur

la liste électorale ». Et l'écart se creuse davantage à propos du poids, dans les débats parlementaires, des politiciens très médiatisés. La corrélation existe pour 71% de Flamands mais seulement pour 44% de francophones.

► **Les médias francophones plus désirés ?** Si les journalistes francophones minimisent donc leur influence, ils sont nombreux – et cette fois-ci, davantage que les Flamands – à constater l'attrait qu'ils exercent sur les mandataires. 80% d'entre eux (contre 64) pensent que les politiciens « feraient tout pour être dans les médias ». Et 54% (contre 45) estiment même qu'il est plus important pour eux « d'apparaître dans les médias que de travailler dur ».

► **La sagesse de l'expérience.** Signe de sagesse ou d'humilité ? les journalistes expérimentés, comptant plus de 20 ans de métier, ne sont qu'une bonne moitié à croire en leur pouvoir d'influence sur les carrières politiques. Mais trois quarts des jeunes, ceux qui ont moins de dix années d'expérience, croient au leur. Les proportions s'inversent nettement entre ces générations concernant l'attrait que les médias exercent sur le monde politique. « On voit donc émerger un schéma remarquable selon lequel les journalistes, à mesure qu'ils accumulent des années d'expérience dans leur métier, réalisent davantage à quel point ils sont importants, tout en relativisant graduellement leur propre pouvoir », écrit Stefaan Walgrave, le promoteur de l'étude.

► **Les médias font-ils les ministres ?** A la question de savoir si un poste de ministre sera attribué plus rapidement à celui ou celle qui a été très médiatisé(e), les journalistes répondent oui en nette majorité (57% F, 67% N). Et ils sont 90%, au Nord comme au Sud, à penser que cette médiatisation renforce en tout cas l'homme ou la femme politique au sein de son parti. Surprise : les journalistes expérimentés sont les plus nombreux à approuver ces deux propositions alors qu'ils relativisent ailleurs leur influence. Hélas, l'étude anversoïse ne relève ni ne commente cette apparente contradiction.



La conférence de presse (ici, après les attentats du 22/3) est le mode de contact le plus en baisse dans les relations entre journalistes et mandataires politiques. Photo Jean-Luc Flémal/Belpress.

On se téléphone ou on déjeune ?

L'enquête s'est intéressée à la fréquence et aux moyens par lesquels les journalistes et les politiques ont des contacts. Signe des temps et de la rapidité de propagation des nouveaux outils, les SMS, e-mail et comptes twitter ne figuraient pas dans l'enquête similaire de 2006. Si Twitter n'apparaît qu'à la 7^e des 9 propositions, le SMS et les e-mails occupent les deuxième et troisième places.

Sur une échelle de fréquence allant de 1 (jamais) à 6 (tous les jours), le classement des modes de contacts s'établit comme suit :

1. **Téléphone** (4,1). En légère hausse par rapport à 2006.
2. **SMS** (3,6)
3. **E-mail** (3,5)
4. **Interviews** (3,3). En légère hausse.
5. **Coulisses** (2,8). En hausse.
6. **Conférences de presse** (2,7). En baisse significative.
7. **Twitter** (2,6)
8. **Réceptions** (2,2). En légère baisse.
9. **Déjeuners** (1,9). En légère baisse.

On ne s'étonnera pas que les outils numériques soient privilégiés dans un journalisme qui impose vitesse et réactivité. Tout ce qui est chronophage est moins utilisé et le glissement des conférences de presse de la 3^e place en 2006 à la 6^e en 2015 ne fait que refléter la raré-

faction générale de ce mode de contacts, hors situation de crise. Idem pour les réceptions et le déjeuner de presse. Et quitte à manger avec un-e élu-e, bien des journalistes politiques préféreront le repas moins formels, en petit comité voire en tête à tête.

Un petit déjeuner informel

De nombreux ténors politiques et communicateurs de parti l'ont bien compris : pour contrebalancer le caractère rapide et succinct des contacts numériques quasi quotidiens, rien de tel qu'une petite bouffe informelle de temps en temps. Jean-Luc Dehaene alors Premier ministre invitait (« convoquait » serait plus exact...) le service politique de quelques médias (chacun à son tour) à partager son petit déjeuner au Lambermont pour des propos « off the record » ; Yves Leterme fit de même ; Elio Di Rupo abandonna l'usage, remis en vigueur par Charles Michel.

Notre dossier de 2012 sur les communicateurs politiques l'avait souligné : SMS et twitter n'ont pas seulement changé la vitesse des contacts mais aussi leur nature. Le lien se fait de plus en plus directement entre le journaliste et le mandataire, sans passer par le filtre de son attaché de presse ; et les tweets des politiques deviennent en soi des sources et/ou des sujets d'information...

J.-F.Dt

Fiche technique

L'enquête a été menée par l'Université d'Anvers, membre de l'ENA (Elektronisch Nieuwsarchief), portée par quatre universités flamandes. Sa vocation est d'analyser les contenus d'information et de rapporter ses résultats aux autorités flamandes, qui la subsidient. Elle met ses données et analyses à la disposition de la communauté scientifique belge.

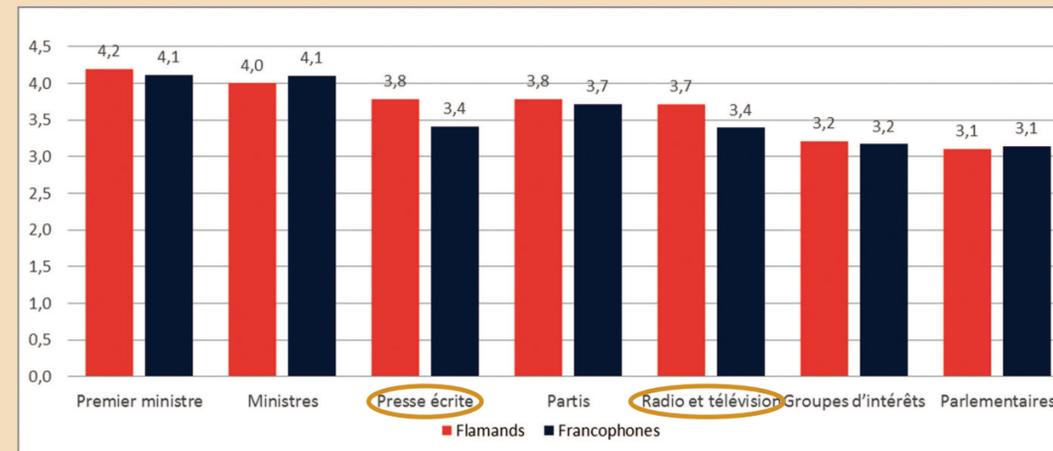
L'enquête a été réalisée en ligne du 13/11/2015 au 4/1/2016. Elle a recueilli les réponses de 253 journalistes politiques de la presse écrite, radio, télé et en ligne : 168 néerlandophones, 85 francophones.

Qui fait l'agenda politique ?

Sauf s'ils sont soudain imposés dans l'actualité par un événement imprévu, les sujets du débat politique émergent parce qu'ils ont été poussés sur l'avant-scène. Par qui ? On prête souvent aux médias un rôle déterminant à ce propos, note l'étude. Cette influence existe, reconnaissent les journalistes, mais il ne faut pas en surévaluer l'importance. Seuls un quart des répondants flamands et 22% des francophones pensent que les médias auraient un pouvoir tellement grand à ce propos que les politiques auraient « peu de prise » sur l'agenda. On sait en effet que tous les partis programment dans leur plan de com' des sujets à faire monter à la faveur des interventions médiatiques de leurs ténors (Lire notre dossier « Politique et presse » : le

grand Stratego » www.ajp.be/telechargements/dossiers/politiquejournalistes_J140.pdf)

Lorsqu'on leur demande de se situer parmi ceux qui déterminent l'agenda politique, les journalistes placent la presse écrite derrière le Premier ministre puis les ministres. Et ils attribuent moins de poids à l'audiovisuel, placé en 5^e position, après les partis. On notera donc, souligne l'étude, que si radio et télévision exercent une influence plus grande que la presse sur l'opinion, c'est l'inverse en matière d'agenda politique. Autre observation : les journalistes flamands croient davantage à l'influence politique des médias (écrits comme audiovisuels) que leurs confrères francophones.



Le pouvoir des médias sur l'agenda politique selon les journalistes flamands (au nombre de 162) et francophones (82). La question posée : « A quelle fréquence les acteurs suivants réussissent-ils à mettre un nouveau problème en haut de l'agenda politique ? » Jamais = 1, très souvent = 5.